



ACTES **de la *Conférence nationale*** **et** **du 13^e colloque de l'AQPC**

*Les collèges,
une voie essentielle de développement*

**Les suites de la Commission
parlementaire et le projet de réforme
du collégial : valoriser, développer et
adapter la formation technique**

par

Yves DE GRANDMAISON,
responsable des dossiers pédagogiques
Fédération autonome du collégial

Association québécoise
de pédagogie collégiale



Cégep de Chicoutimi



Fédération
des cégeps



Atelier JA1.2

ALLOCUTION PRONONCÉE PAR YVES DE GRANDMAISON FÉDÉRATION AUTONOME DU COLLÉGIAL RESPONSABLE DES DOSSIERS PÉDAGOGIQUES

« VALORISER, DÉVELOPPER ET ADAPTER LA FORMATION TECHNIQUE »

Voici, pour l'essentiel, les positions qui émanent de la consultation des membres des seize syndicats de la Fédération autonome du collégial (FAC).

Celles-ci figurent dans les différents mémoires présentés par notre fédération lors des audiences de la Commission parlementaire de l'éducation (novembre 1992 et mai 1993) ainsi qu'à celles de la Commission du budget et de l'administration (février 1993).

Le texte qui suit reprend donc les grandes lignes de ces trois mémoires.

1 LA VALORISATION DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE AU COLLÉGIAL

Par le passé, ce type de formation qui a été quelque peu malmené, a fait longtemps figure de parent pauvre. Nous estimons important aujourd'hui de revaloriser la formation professionnelle. Il en va de la constitution d'une relève de technologues et de cadres.

L'annonce de certaines mesures, telles la création de 10 000 places élèves, dont les trois quarts en formation technique, et la poursuite de la campagne de valorisation devraient permettre d'augmenter la fréquentation du secteur technique.

En outre, nous pensons qu'il faudrait ajouter à ces mesures certains incitatifs financiers, en créant des bourses spécialement pour les études techniques.

Si l'augmentation des taux de fréquentation et de réussite scolaire au secteur technique répond à un besoin pressant, elle ne doit pourtant pas se réaliser au détriment de la qualité de la formation et de ses exigences.

2 LES LIENS ENTRE FORMATION TECHNIQUE, FORMATION GÉNÉRALE ET FORMATION FONDAMENTALE

L'une des caractéristiques de l'ordre d'enseignement collégial est l'alliance de la formation générale et de la formation spécialisée en une formation intégrée qui conduit au DEC, par opposition à des voies de sortie rapides et limitées.

Nous considérons que les institutions collégiales ont une responsabilité directe et fondamentale : la formation de la main-d'œuvre de niveau technologique à travers l'enseignement régulier, l'éducation des adultes et la formation sur mesure. La formation professionnelle offerte dans les institutions de l'ordre collégial, plutôt que de privilégier une formation pointue, doit voir à l'articulation entre les matières fondamentales et les enseignements professionnels, et cela afin d'éviter de rendre désuets la formation des élèves et l'enseignement offert.

a) La formation fondamentale

C'est celle qui permet à l'élève d'acquérir la maîtrise de l'expression tant verbale que non verbale, un sens de l'organisation, des compétences, un solide sens critique, une maturité et de l'autonomie. Cette formation devrait lui donner les moyens d'établir des liens entre les différents ordres de savoir qu'on lui présente et de les intégrer à son milieu de vie et de travail.

Jumelée à la formation générale, la formation fondamentale vise donc au développement intégral de l'élève. Plutôt que de privilégier certaines disciplines par rapport à d'autres, il nous apparaît important d'en intégrer les objectifs à chacune. Précisons qu'il ne s'agit pas d'ajouts au contenu des cours, mais d'un nouveau regard sur ceux-ci. Il restera à définir l'importance de cette formation dans l'acquisition d'un savoir disciplinaire.

Pour l'implanter, cela suppose que chaque collège se dote de buts et d'orientations en ce sens, que les programmes d'études soient structurés par un ensemble d'objectifs cohérents, que les ressources humaines et les outils didactiques soient appropriés et que des politiques d'évaluation permettent à l'ensemble des intervenants de juger de la qualité des apprentissages et de l'enseignement.

b) La formation générale

Nous croyons qu'une formation générale commune à tous les programmes — qui a jusqu'à maintenant caractérisé l'enseignement collégial — doit être maintenue. À l'heure de la mondialisation des marchés, il y a ce consensus que les compétences fondamentales doivent être transférables. Il faut donc à tout prix éviter une spécialisation trop hâtive dans la formation des élèves.

Il nous semble paradoxal que pour accroître la polyvalence, on introduise dans la formation générale un bloc de « formation particulière à un programme ». Nous croyons que cette initiative va à l'encontre des objectifs poursuivis. Ainsi, demandons-nous que la notion de formation particulière à un programme soit abandonnée.

Le renforcement de la formation générale passe par une augmentation du nombre d'heures allouées à la langue d'enseignement. Cependant, pour atteindre les objectifs visés, il ne suffit pas d'ajouter un cours ou d'augmenter le nombre d'heures d'enseignement.

Dans le contexte mondial, et surtout québécois des années 2000, il est concevable d'introduire l'enseignement de la langue seconde dans la formation générale. Nous nous interrogeons cependant sur le bien-fondé d'une trop grande spécialisation en rattachant le deuxième cours à un programme. Ne devrait-on pas plutôt viser l'acquisition d'habiletés intellectuelles et langagières générales qui serviront l'élève tout au long de sa vie? En ce sens, nous souhaitons vivement qu'une telle spécialisation ne se fasse que « là où cela est utile et souhaitable ».

Nous formulons les mêmes réserves en ce qui concerne l'un des cours de philosophie que la Ministre entend rattacher spécifiquement au programme d'études.

La décision de réduire la place de l'éducation physique va à l'encontre de la tendance actuelle qui veut que les entreprises, préoccupées par le concept de la qualité totale, considèrent l'activité physique comme un investissement rentable.

3 LA FORMULE MODULAIRE DU DEC

Ce nouveau modèle devant comporter une composante de formation générale est comparable, à certains égards au cumul possible de certificats de l'ordre universitaire qui rend pensable l'obtention d'un baccalauréat pour des élèves qui autrement auraient abandonné en route et n'auraient pu atteindre cette forme de diplomation.

La FAC considère qu'une nouvelle mesure de ce type ne peut que faciliter l'accès aux études supérieures à un plus grand nombre de jeunes et d'adultes en leur proposant une nouvelle forme de promotion en gradation.

Ce modèle, tout en offrant cette possibilité de franchir les étapes une à la fois, permet de plus un cheminement favorisant à la limite des aller-retour du milieu du travail au milieu scolaire, renforçant encore un peu plus ce concept d'éducation continue « reconnue » en bout de ligne par l'obtention d'un diplôme d'études collégiales.

Si, pour la première fois, on offre dans les collèges, aux jeunes et aux adultes, une voie de sortie plus rapide débouchant sur des emplois intermédiaires, entre les compétences acquises par l'élève et le diplôme professionnel du secondaire, il est, par ailleurs important de fixer des conditions à l'admission pour ce type de cheminement.

Aussi, demandons-nous que cette voie soit réservée à des personnes qui ont quitté momentanément les études ou qui présentent un cheminement scolaire particulier.

L'approche modulaire peut être intéressante pour une certaine proportion de la clientèle, mais pour atteindre les objectifs ministériels, le développement des programmes d'alternance travail-études (ATÉ) semblerait plus prometteur pour les élèves qui ont un cheminement scolaire linéaire.

4 LES MÉCANISMES DE RÉVISION DES PROGRAMMES

Les contenus des programmes de formation professionnelle, il importe de le redire ici, doivent se démarquer clairement de ceux offerts par les autres ordres d'enseignement et refléter la spécificité de l'ordre collégial.

Les chevauchements dans les programmes posent aussi la question de l'arrimage et de la poursuite des études d'un ordre d'enseignement à l'autre.

Les membres de la Fédération autonome du collégial sont favorables à ce que les politiques d'arrimage entre les ordres secondaire et collégial ainsi qu'avec l'université soient poursuivies et diversifiées. Notamment en ce qui concerne la reconnaissance d'équivalences pour des programmes professionnels similaires.

Quelques mois, maintenant, des intervenants dans le processus de révision de programmes.

a) Les enseignantes et les enseignants

Nous réaffirmons le rôle déterminant que les enseignantes et les enseignants ont à jouer dans la formation d'individus prêts à relever les défis de la société, que ce soit dans le cadre de programmes menant à des diplômes d'État (DEC), ou de ceux menant à des diplômes d'établissement (AEC).

En ce qui concerne les AEC, nous souhaitons vivement que les enseignantes et les enseignants de l'enseignement régulier, qui ont une vue et une expérience d'ensemble du programme, soient associés, avec les différents partenaires, à la démarche d'élaboration de la formation sanctionnée par les AEC.

b) Les départements

Nous réaffirmons que les départements dans leur forme et fonctionnement doivent être maintenus comme lieu de référence disciplinaire et de gestion des activités pédagogiques. De même, que soient maintenues les ressources qui leur sont accordées.

L'implantation de l'approche-programme est souhaitable mais doit respecter les structures actuelles de gestion de l'enseignement. En ce sens, nous sommes favorables à l'existence d'un lieu de concertation interdisciplinaire qui prend appui sur les orientations développées par les départements.

c) La Commission des études

La Commission des études pourrait devenir ce lieu de médiation en matière de gestions des programmes. S'il en était ainsi, elle devrait favoriser les échanges assurant les adaptations souhaitées.

Ce lieu névralgique de coordination des efforts de l'ensemble des agents de changements doit être occupé d'abord majoritairement par des enseignantes et des enseignants élus par leurs pairs. La représentation des étudiantes et des étudiants doit être significative.

d) Les comités pédagogiques nationaux

La création du Comité national des programmes d'études techniques ne doit pas avoir pour conséquence la disparition des comités pédagogiques nationaux. Les comités pédagogiques établissent la liaison entre les enseignantes et les enseignants de disciplines regroupés au local.

La FAC espère que les comités pédagogiques seront maintenus, financés adéquatement, et qu'ils soient responsables des objectifs, des standards et des activités d'apprentissage de la formation générale.

La FAC considère que l'on pourrait confier aux comités pédagogiques nationaux l'étude des passerelles entre les programmes communs aux deux ordres d'enseignement.

En matière de reconnaissance des acquis, les comités pédagogiques devraient être associés à l'élaboration et à la diffusion des politiques institutionnelles de reconnaissance des acquis afin de favoriser l'harmonisation des divers systèmes existants.

e) Le Comité national des programmes d'études techniques

Ce comité constitue à nos yeux le pendant national de la Commission des études.

La FAC a demandé à la Ministre de confirmer l'existence de ce comité en précisant les mandats dont il hérite et sa composition et d'y assurer la représentation des syndicats. Celle-ci devra comprendre distinctement les fédérations regroupant les enseignantes et enseignants.

f) Les mandats du Comité national des programmes d'études techniques

Ces doléances sont d'autant plus légitimes dans une perspective de diminution du nombre de programmes. En effet, ceux-ci, c'est connu, passeront de 125 à moins de 100.

1. La rationalisation de la carte des programmes

L'un des mécanismes annoncés par la Ministre pour réduire le nombre de programmes est la constitution de trones communs. Nous nous interrogeons sur l'application d'une telle mesure à tous les programmes. Une étude approfondie de chaque « famille de programmes » s'impose, avant d'appliquer un tel mécanisme de réduction.

2. La répartition des programmes

Nous émettons certaines réserves quant à la répartition des programmes entre les établissements et entre les régions.

La révision de la carte des programmes pourrait avoir des conséquences négatives sur la situation socio-économique de certaines régions du Québec. Une telle approche ne saurait conduire à un appauvrissement des services offerts sur l'ensemble du territoire, ni être réduite à une procédure menée sans consultation avec les partenaires appropriés.

5. LA MARGE DE MANOEUVRE DES COLLÈGES

La FAC est favorable à une décentralisation vers les collèges du choix des activités d'apprentissage pour le secteur technique. Nous croyons que cette mesure est susceptible de permettre aux institutions et aux programmes de s'adapter plus rapidement.

La Ministre indique que, grâce à la détermination d'objectifs et de standards par le MESS, la « comparabilité » des programmes sera assurée. Un élément demande, à notre avis, à être précisé, qui pourrait avoir des répercussions sur l'élaboration et l'organisation des activités d'apprentissage : le mode d'attribution d'unités à l'intérieur d'un programme technique.

Si le découpage des unités attribuées à la formation spécifique est laissé entièrement au choix des collèges, à la seule condition de respecter le nombre total d'unités et l'ensemble des objectifs et des standards, il y aura plusieurs façons de distribuer les unités et les activités d'apprentissage. Cette situation rendra difficile tout changement, en cours d'études, de collège ou de programme.

Aussi nous apparaît-il nécessaire de préserver une certaine uniformité dans les programmes techniques des différents collèges en s'assurant, entre autres, que l'on attribue aux objectifs ou groupe d'objectifs un même nombre d'unités dans tous les collèges.

Le partenariat

Chaque collège doit pouvoir développer des formes de partenariat et de coopération avec les entreprises et cela, dans un cadre d'objectifs globaux de société qui ne se limitent pas uniquement aux préoccupations du marché.

Les programmes ATÉ

La FAC demeure ouverte à ce que les collèges fassent l'expérience de ces programmes sur une base volontaire et dans un cadre assez souple qui permette d'en évaluer les effets.

Toutefois, il importe de porter une attention particulière aux retombées de leur implantation tant sur la réussite des élèves que sur les conditions de travail de celles et de ceux qui leur enseignent.